



FRANCE INTER

LE TELEPHONE SONNE – Le 17/04/2008 – 19:23**SUJET : Une communauté d'agglomération parisienne pourrait être créée****INVITES : Philippe DALLIER, sénateur de Seine-Saint-Denis ; Michel BERSON, président socialiste du Conseil général de l'Essonne ; Simon TEXIER, maître de conférence à la Sorbonne, auteur de « Paris contemporain ».****ALAIN BEDOUET**

Bonsoir. Paris martyrisé, Paris libéré, on s'en souvient, on savait mais Paris redessiné, eh bien la question a le mérite d'être posée. Paris restructuré sous forme d'une sorte de Grand Paris. En clair, au-delà du périphérique vers ce qu'on appelle la petite couronne ; nous avons déjà ici même évoqué ces derniers mois toutes ces communautés urbaines, vous savez, pendant la campagne électorale, tour à tour, en direct de Science-Po Lille, Bordeaux, Lyon, Toulouse et à chaque fois manifestement la communauté urbaine prenait plus d'importance pour ceux qui y vivent, que la ville elle-même intra-muros et la question est donc maintenant ouvertement posée, pour la capitale, avec la présentation du rapport THALLIER sur le Grand Paris, intitulé « Scénarii »... scénarii pluriel de scénario – pour la métropole Paris Ile de France demain qui défend donc, on va en parler, l'idée d'une fusion avec les départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, tandis que pour sa part, le gouvernement s'est tout récemment doté d'un secrétaire d'Etat à la région capitale. Déjà beaucoup d'internautes ce soir nous parlent, entre autres, des transports, des impôts, de la pénurie et des prix des logements, du bassin d'emploi. Certains évoquent même le tourisme, la concurrence internationale, le fait que Paris reste une des plus petites capitales européennes. En direct avec nous donc, pour dialoguer avec nous pour dialoguer avec vous et répondre aux questions, plusieurs intervenants : Philippe DALLIER, sénateur UMP de Seine-Saint-Denis, maire des Pavillons sous Bois, auteur de ce rapport sur le Grand Paris. Michel BERSON, président socialiste du Conseil général de l'Essonne ; il nous le dira, son analyse, son approche sont très sensiblement différentes. Il dit craindre notamment une sorte de désert francilien, voire une sorte de fracture à la fois territoriale et sociale en Ile de France. Et puis Simon TEXIER qui pour sa part est historien, maître de conférence à Paris Sorbonne, spécialiste de l'urbanisme parisien qui a notamment publié « Paris contemporain ; de Haussmann à nos jours » aux Editions PARIGRAMME.

Beaucoup d'appels déjà je vous l'ai dit ; on va commencer avec vous, vous êtes tout près, Catherine, au Pré Saint Gervais, bonsoir, bienvenue au Téléphone Sonne.

CATHERINE, AUDTRICE

Oui, bonsoir. Enfin, moi je suis une très, très... je souhaite vivement que toutes les petites couronnes limitrophes soient englobées dans le Grand Paris, moi je suis une ex-hôtesse de l'air, je connais toutes les capitales d'Europe et c'est ridiculement petit. Je me déplace dans Paris à vélo ; de la Porte Maillot à Vincennes, je mets quarante minutes et sans forcer, quarante cinq minutes ; c'est extrêmement ridicule. Et un autre point qui me tient à cœur c'est la fiscalité, la fiscalité locale dans les petites communes, au Pré Saint Gervais entre autres, la taxe d'habitation est quand même... la taxe foncière c'est à 26%, elle est extrêmement chère. Moi je paie quatre fois plus cher en impôts locaux au Pré Saint Gervais qu'à vingt mètres, dans le XIXème. Donc je trouve ça effarant. Les gens travaillent à Paris et se logent en couronne, en petite couronne ou en grande couronne ; j'aimerais que les frais, au moins soient partagés par l'ensemble de l'agglomération ou des agglomérations, Paris y compris, qui a toutes les sociétés évidemment pour payer beaucoup moins cher et nous, on a le logement et il y a des logements sociaux et c'est extrêmement cher.

ALAIN BEDOUET

Eh bien écoutez Catherine c'est une très bonne entrée en matière, vous avez déjà dit beaucoup de choses. Le Vélib, les transports, le logement, la fiscalité, beaucoup en parlent. Je cite également Philippe, lui c'est plus au nord, à Clichy : Il est quand même vrai qu'entre la capitale, le département, la région, les communes regroupées et au beau milieu des gens qui vivent au nord et travaillent à l'ouest ou le contraire, cette collectivité de sept millions de personnes n'est pas très rationnelle. J'ai aussi le sentiment que c'est la voie ouverte à toutes sortes d'injustices fiscales et budgétaires ; ici à Clichy nous payons davantage d'impôts que nos voisins de Levallois commune pourtant bien plus riche du fait des entreprises qui s'y trouvent ». Là-dessus, je propose à deux de nos intervenants de nous donner leur point de vue. L'auteur du rapport et puis ensuite bien sûr le président socialiste du conseil régional Michel BERSON. Monsieur DALLIER d'abord.

PHILIPPE DALLIER

Eh bien écoutez, ce que je viens d'entendre est plein de bon sens. Effectivement, il faut faire un Grand Paris selon moi parce que le fait métropolitain, le fait qu'au fil du temps cette métropole, cette agglomération parisienne, le cœur dense de la région Ile de France, eh bien il existe aujourd'hui, c'est une réalité. Or, ce cœur de l'agglomération il n'est pas gouverné. Alors je ne dis pas qu'il n'y a personne aux commandes mais il y a trop de monde aux commandes. Vous avez les communes, les intercommunalités qui sont en train de se créer, les départements, la région au-dessus et certains nous parlent de faire de Grand Paris en rajoutant une couche. Donc, on voit bien que l'empilement des structures nuit à la lisibilité. Nos concitoyens n'y comprennent plus rien. C'est source d'inégalité en matière fiscale, qui sont dramatiques et dans ma proposition il y a effectivement la volonté de financer les politiques publiques, celles qui sont prises en charge par les départements, en partageant la richesse et donc il faut bien comprendre que c'est aussi un projet pour lutter contre la ségrégation territoriale et puis il faut effectivement que ce Grand Paris rentre dans le XXIème siècle. On est un peu dans les frontières anciennes encore et on est bien la seule capitale européenne et bientôt une des seules grandes métropoles au monde à ne pas avoir de gouvernance qui soit rationnelle et efficace.

ALAIN BEDOUET

Président, je l'ai dit, du conseil général de l'Essonne, Michel BERSON, votre commentaire à vous, votre analyse, votre réponse peut-être à votre collègue Monsieur DALLIER.

MICHEL BERSON

Eh bien aujourd'hui un grand débat est lancé sur le devenir de la région Ile de France. Et par-là même de la capitale de notre pays, Paris. Et il ne faut pas qu'on se trompe d'analyse, de diagnostic. Nous sommes je crois, à une période semblable à celle des années 60 où on a complètement réorganisé, redessiné la région Ile de France en créant huit départements, en créant le RER, en créant Roissy, en créant les villes nouvelles. Et aujourd'hui nous sommes placés devant des enjeux aussi gigantesques et il ne faut pas se tromper d'analyse, il ne faut pas se tromper de diagnostic. Croire que l'on va régler les problèmes de transports en commun, de logements, de développement économique, de recherche scientifique, d'innovations technologiques et de financement de tous les grands équipements dont nous avons besoin en Ile de France ; croire que l'on va régler toutes ces questions en créant un Grand Paris autour de la capitale avec les trois départements qui l'entourent, je crois que c'est se tromper d'analyse.

ALAIN BEDOUET

Mais personne ne dit ça.

MICHEL BERSON

Je crois que c'est se tromper d'analyse. Le Grand Paris ce n'est pas cela. La véritable approche c'est une approche métropolitaine qui concerne l'ensemble de la région Ile de France, c'est-à-dire une métropole de dimension mondiale au même titre que les grandes métropoles qui aujourd'hui se font concurrence, à l'échelle de la planète.

ALAIN BEDOUET

On poursuit le débat avec vos arguments aux uns et aux autres et vos réponses aux auditeurs. Au passage, question à l'historien qui est avec nous, Simon TEXIER. Ca revient très souvent. Alors là, j'ai Nourédine à Saint-Ouen. « Mais de quand date notre système actuel des vingt arrondissements, combien y en avait-il auparavant ? ». Le dernier changement de taille c'est le XIXème siècle, enfin 18...

SIMON TEXIER

C'est 1860, c'est l'annexion de ce qu'on appelait la Petite Banlieue par HAUSSMANN et Napoléon III. Mais finalement Paris existait déjà dans cette forme depuis les années 1840 parce qu'il y avait une enceinte, l'enceinte de THIERS qui avait été construite dans les années 1840 et qui avait déjà donné cette forme potentielle à Paris. 1860 n'a fait d'une certaine manière qu'entériner cet état de fait et c'est vrai que depuis 150 ans il ne s'est rien passé. Donc là il y a un véritable problème. Quand on regarde Paris d'avion on a une forme, on a une forme qui se dessine. Quand on regarde Londres ou Berlin depuis un avion ou un satellite on n'a pas de forme ; il y a un territoire métropolitain. Or, Paris a une forme. Il y a aussi cette question de la forme qui se pose parce que Paris est dessinée et on n'imagine pas non plus que Paris perde cette forme dessinée.

ALAIN BEDOUET

Question de taille aussi, Kévin dans le Val d'Oise : « Ca revient aussi souvent, nous fait remarquer... il dit je vais beaucoup Europe pour mon travail,

le fait est que Paris est quand même nettement moins étendu que Londres, Berlin et même Rome ou Madrid ; pour prendre ces exemples ». Et puis alors et ça fait plaisir, des questions qui viennent de Paris ou de la région parisienne mais pas seulement. Par exemple Philippe, bonsoir, vous êtes à Caen pour votre part, et vous faites une comparaison entre ce qui se passe dans votre région – il y a aussi une communauté urbaine – et puis ce dont il est question pour la capitale. Vous êtes là, Philippe ?

PHILIPPE, AUDITEUR

Oui je suis là.

ALAIN BEDOUET

Bonsoir, on vous écoute.

PHILIPPE

Oui, bonsoir. Je suis de Caen, je milite pour la réunification de la Normandie et nous suivons ici en Normandie, de très, très près, ce dossier du Grand Paris parce que nous estimons que ça va quelque part, briser un tabou en France. Celui de l'infranchibilité des frontières administratives et de mettre en harmonie l'organisation administrative avec la réalité économique et sociale du pays. Alors évidemment la Normandie c'est juste à côté de la région parisienne, ça a été très longtemps et encore aujourd'hui le débouché maritime de Paris et au niveau mondial pour la France. Donc, compte tenu de ce qui se passe ici en Normandie, à savoir Laurent FABIUS qui vient de prendre la tête de « l'agglo » de Rouen et qui a semble-t-il, dans l'idée de préparer une fusion administrative entre Haute et Basse Normandie, je voulais savoir qu'est-ce qu'il pourrait y avoir comme incidence, comme conséquence d'un Grand Paris pour l'organisation complète du Bassin parisien, voilà.

ALAIN BEDOUET

Je vous propose là encore une réponse croisée de messieurs DALLIER et BERSON. Philippe DALLIER.

PHILIPPE DALLIER

Ce qui est évident à mon sens, c'est que l'Etat aime tellement les collectivités locales dans ce pays qu'il les veut nombreuses, petite et faibles et qu'aujourd'hui on est confronté à la problématique que vous décrivez. Avoir deux régions en Normandie c'est ridicule. Avoir vingt-deux régions en France c'est ridicule. Donc on voit bien qu'on est au bout du bout, du bout du système avec un morcellement du territoire, un émiettement du pouvoir et au bout du compte on n'est pas efficace sur les grandes politiques publiques. Parce qu'il s'agit bien de répondre aux besoins de nos concitoyens quand on réforme les institutions. Et donc voilà pourquoi je pense que, aussi bien chez vous en Normandie mais que partout en France, il faudra qu'on vienne à peut-être une dizaine de grandes régions et dans ce débat-là eh bien la taille de la région Ile de France se posera. Je pense qu'elle est certainement un peu petite. Et voilà aussi pourquoi ça me conduit à dire que pour la métropole, c'est-à-dire le cœur de l'agglomération, il faut une collectivité locale de plein exercice parce qu'elle n'est pas gouvernée. Aujourd'hui le cœur de l'agglo, ça n'est pas les confins du 78 qui ressemblent effectivement à la Normandie, ce n'est pas les confins de l'Essonne, ça n'est pas les confins de la Seine et Marne. On a des territoires qui sont radicalement différents. Voilà pourquoi il faut une organisation du territoire différente.

ALAIN BEDOUET

Votre réponse à vous, Monsieur BERSON.

MICHEL BERSON

Je pense que poser le problème en ces termes c'est se bloquer.

PHILIPPE DALLIER

Non.

MICHEL BERSON

C'est aller devant de grandes difficultés et de ne pas apporter les réponses qui sont nécessaires de trouver aux questions qui sont posées. Le problème numéro 1 n'est pas celui des contours, le problème numéro 1 n'est pas celui des institutions. Le problème numéro 1 c'est : comment changer la vie quotidienne des franciliens, comment leur apporter des réponses en termes de logements, de transports, d'emplois et on ne peut le faire qu'à travers des institutions qui ne sont pas nécessairement synonymes de concentration, de pouvoir à l'échelle d'un petit territoire qui resterait celui de Paris et des trois départements limitrophes. C'est opposer le cœur de l'agglomération à l'ensemble de la métropole ; c'est organiser une fracture territoriale et sociale. Je vais vous prendre un exemple. Celui qui est je dirais, emblématique dans le département de l'Essonne qui est un département de la Grande Couronne, celui de la Recherche scientifique, de l'Innovation technologique, aujourd'hui on ne peut plus opposer Petite Couronne à Grande Couronne, dans ce domaine. Nous avons un triangle, un cône, ce qu'on appelle le cône francilien, sud francilien qui part de la montagne Sainte Geneviève en direction du plateau de Saclay, en direction d'Evry, et vous avez à l'intérieur de ce triangle, à l'intérieur de ce cône, vous avez l'essentiel de la recherche scientifique et de l'innovation technologique de l'Île de France et même, de notre pays. Et par conséquent c'est à l'intérieur de ce territoire qu'il faut organiser des partenariats, qu'il faut organiser des synergies et là on part du cœur de Paris, de la montagne Sainte Geneviève...

PHILIPPE DALLIER

Mais où est le problème... ?

MICHEL BERSON

Eh bien le problème c'est qu'une institution limitée à Paris et ça la Petite Couronne et qui par conséquent évacue le territoire du génopole d'Evry, évacue le territoire du...

PHILIPPE DALLIER

Mais pourquoi...

MICHEL BERSON

... Saclay...

PHILIPPE DALLIER

Mais pourquoi évacue, pourquoi, je ne comprends pas...

MICHEL BERSON

Mais parce que ce que vous proposez, ce que vous dessinez, je veux dire, ça... c'est...

PHILIPPE DALLIER

... oui, aujourd'hui vous avez plusieurs départements...

MICHEL BERSON

Ca me rappelle 1964... ça me rappelle 64...

ALAIN BEDOUET

Pas en même temps si vous le voulez bien qu'on vous comprenne...

MICHEL BERSON

Où on re-découpe l'Ile de France en départements et là vous supprimez le problème...

ALAIN BEDOUET

... un autre problème soulevé Monsieur BERSON, par beaucoup d'internautes, dont je me fais l'interprète....

MICHEL BERSON

Donc c'est un retour en arrière.

ALAIN BEDOUET

Alors je ne sais pas si c'est un problème fondé ou pas mais je vous demande de leur répondre. Répondre à François de Marseille qui nous écrit – il y va fort lui : « je pense sincèrement que ce sujet du Grand Paris est une attaque en règle de l'Etat UMP très parisien qui souhaite en finir avec cette hégémonie de la gauche dans la région – villes, région, département – à travers la désintégration des départements ». Julien dans les Hauts-de-Seine, bon, l'approche était... bon, au fond il se pose la même question. N'y a-t-il pas aussi écrit Julien, derrière des soucis légitimes d'urbanisme, de transports, d'efficacité économique d'aménagement du territoire, des arrière-pensées plus politiques qui porteraient sur le découpage du nouvel espace francilien ? » Votre réponse Monsieur DALLIER.

PHILIPPE DALLIER

Ecoutez, moi je suis sénateur UMP de Seine-Saint-Denis donc je vais être très clair. 1) je ne suis candidat à rien. Donc pas à la présidence de la région ni à la présidence de quoi que ce soit. Au sein de l'UMP, les points de vue sont différents ; au sein du Parti socialiste, les points de vue sont différents. Et au Parti communiste c'est pareil. Je sors d'un débat cet après-midi avec Pierre MANSAT. Pierre MANSAT à la question du journaliste qui lui demandait : « Faut-il créer une collectivité locale pour gouverner le Grand Paris ? » il a dit : « Oui, peut-être pas tout de suite » mais il a dit oui. Donc vous voyez bien que ce n'est pas un débat droite / gauche. Et moi je retiens un périmètre parce qu'il est pragmatique et facile à mettre en œuvre ; mais ce périmètre si vous faites les comptes, eh bien la gouvernance est à gauche, elle n'est pas à droite. Donc ce débat-là, je l'évacue. Maintenant je reviens au fond. En quoi... mais le plateau de Saclay est le plus bel exemple. Pourquoi est-ce que ça n'avance pas aujourd'hui ?

MICHEL BERSON

Mais si, ça avance !

PHILIPPE DALLIER

Mais écoutez, ça avance à la vitesse tellement d'un escargot que l'Etat s'interroge sur le fait de faire une opération d'intérêt national pour faire avancer les choses. Donc il faut se dire les choses. Le fait d'avoir plusieurs départements au lieu d'une seule collectivité locale ça simplifie ou ça complexifie ? Vous, vous avez un empilement de couches et vous dites, c'est superbe, ça avance. Mais en matière de logements pourquoi est-ce qu'on n'est pas efficace ? En matière de transports, pourquoi est-ce qu'on n'est pas efficace ? En matière de développement économique, tout le monde économique, Chambres de commerce, patronat, nous disent : on est en train de

perdre des parts de marché au niveau national, mondial. Alors si on était on efficace avec le système actuel, pourquoi est-ce que ça ne fonctionne pas bien ? Donc, je fais la même analyse que vous mais je dis : il faut rationaliser et il faut que pour chacune des grandes politiques il y ait un pilote dans l'avion posé sur le bon territoire.

ALAIN BEDOUET

La réponse de Michel BERSON.

MICHEL BERSON

Pour chaque grande politique il faut qu'il y ait un pilote dans l'avion, je suis d'accord avec vous.

ALAIN BEDOUET

Mais il y en a de trop !

MICHEL BERSON

Mais pas nécessairement le même pilote pour toutes les politiques. Je pense que dans un premier temps, dans un premier temps c'est trop ambitieux. Ça ne se fera pas et par conséquent nous allons reculer. Si on prend le problème du logement : oui, ça ne fonctionne pas. Oui on relègue à la périphérie, dans les départements de la grande couronne une bonne partie de la population parisienne. Parce que le foncier est trop élevé, parce qu'on ne peut plus se loger dans Paris et la Petite Couronne ; les loyers sont trop élevés. Le prix des terrains est trop élevé. Et là il y avait un manque de volonté politique d'avoir effectivement un rééquilibrage ; il y a un manque de volonté politique de faire appliquer la loi SRU...

INTERVENANT

Il n'y a pas de pilote...

MICHEL BERSON

Mais si, mais le pilote, c'est l'Etat. Que l'on applique la loi SRU, que l'on oblige Neuilly à avoir ses 20% de logements sociaux.

PHILIPPE DALLIER

Que vous disiez : le pilote c'est l'Etat c'est révélateur quand même. Vous êtes un élu local comme moi. Moi, je souhaite que les élus locaux et particulièrement en matière de logements quand on parle Plan d'Occupation des Sols et permis de construire, le pilote aujourd'hui c'est le maire et ce n'est pas avec un schéma directeur de la région tel qu'on en a un, qui préconise, qui fixe des objectifs aux départements qui n'ont aucune compétence qu'on va avancer. Et vous me parlez de l'Etat, c'est quand même surprenant.

MICHEL BERSON

Mais parce que, aujourd'hui, c'est une compétence de l'Etat. Mais je ne suis pas...

PHILIPPE DALLIER

Mais non, mais non...

ALAIN BEDOUET

Antoinette, Antoinette... au nom de l'Etat...

MICHEL BERSON

Mais si... si... une organisation du logement à l'échelle de...

ALAIN BEDOUET

... si on veut bien... Monsieur BERSON...

MICHEL BERSON

De l'Ile de France...

ALAIN BEDOUET

... Monsieur BERSON, la règle... si vous le permettez la règle du jeu c'est aussi d'avoir au moins disons, bon, la courtoisie, vous êtes courtois, mais d'écouter un peu les auditeurs qui veulent intervenir. Vous êtes donc à Brunoy, Antoinette et vous avez dit au standard à l'instant que vous avez vous-même été fonctionnaire à la préfecture. Alors ?

ANTOINETTE, AUDITRICE

Mais voilà, oui. Et notamment donc j'ai été à ce qu'on appelait à l'époque la préfecture de la Seine, à la direction de la voirie parisienne et le directeur était donc un ingénieur en chef des Ponts et Chaussées qui avait en charge justement une réflexion par rapport à la réorganisation qui a eu lieu en 64 et lui, je me permets de dire, j'étais donc sa secrétaire, donc à l'époque je prenais tout cela en sténo et tout cela m'intéressait fort, à savoir : il mettait en garde lui, par rapport justement, les transports. On commençait à construire hors Paris et lui considérait qu'il convenait avant toute chose de revoir les accès dans Paris et il allait jusqu'à prôner – et ça je vous garantis que ça doit apparaître dans des archives – qu'il lui paraissait plus sage de prévoir aux portes les plus importantes de Paris, des parkings gratuits, surveillés pour permettre une plus grande fluidité dans Paris et ne pas engorger Paris par tous ceux qui allaient venir, par les... comment dire... par les...

ALAIN BEDOUET

Qui allaient venir. Donc si je comprends bien Antoinette, déjà il y a combien, plus de 40 ans, en 1964 Il y avait déjà effectivement ce type de débat. Voulez-vous commencer cette fois, Monsieur BERSON ?

MICHEL BERSON

Je pense que le problème des transports effectivement est un problème qui est tout à fait éclairant. Depuis vingt ans, vingt cinq ans, on n'a pas construit en Grande Couronne un seul kilomètre de voirie lourde. Ca fait vingt ans que je me bats pour relier les deux grands pôles urbains, les deux grands pôles économiques que sont Evry et Massy par un transport en commun moderne, fiable. En revanche, dans la Petite Couronne, dans Paris il y a effectivement des transports qui sont tout à fait performants. Et lorsque je regarde le contrat qu'a signé l'Etat et la Région dans le domaine des transports en commun, l'essentiel des crédits sont pour la Petite Couronne et la Grande Couronne. Or, moi je ne veux plus...

INTERVENANT

Vous croyez que la Seine Saint-Denis a été bien traitée là-dedans ?
Quand le maire de Paris...

INTERVENANT

Le prolongement...

INTERVENANT

... la ligne de métro pour rejoindre le...

INTERVENANT

Quand le...

ALAIN BEDOUET

... s'il vous plait, pas en même temps... Monsieur DALLIER...

PHILIPPE DALLIER

Quand le maire de Paris se met d'accord avec le président de la Région pour financer le tramway des Maréchaux au Sud et qu'on parle de le boucler alors que nous on attend en Seine Saint-Denis des transports efficaces dans toute la partie centrale depuis des lustres, comme vous, vous croyez que c'est normal ? Non, ce n'est pas normal. donc moi je pense qu'effectivement il faut voir les problèmes à une autre échelle. C'est pour ça qu'en matière de transports je propose de renforcer le STIF, de lui confier les axes structurants, les parkings de rabattement dont parle Madame en disant : effectivement, si on veut des transports efficaces il faut aussi qu'ils soient accessibles et qu'on puisse y garer sa voiture pour y accéder. Je propose de renforcer la région mais je propose aussi de traiter de manière différente la zone dense qui est plutôt une zone RATP, la Grande Couronne qui est plutôt une zone SNCF, avec un mécanisme de péréquation pour vous rassurer, pour que le Grand Paris ne soit pas un aspirateur à finances au détriment des autres. C'est écrit noir sur blanc dans mon rapport.

ALAIN BEDOUET

Question à Simon TEXIER, historien qui ne s'est pas beaucoup exprimé. Beaucoup de questions sur l'histoire de Paris. Sylvia à Montreuil : « Pour quelle raison au fond a-t-on décidé d'agrandir Paris au XIXème siècle ? S'agissait-il déjà de manque de place ou d'insalubrité ? Ou bien y avait-il d'autres motifs ? »

SIMON TEXIER

Manque de place, insalubrité, ça c'est évident. Paris depuis le XVIIème siècle est une ville insalubre, une ville délétère et on ne parle que de moderniser Paris. Mais finalement tous les débats actuels prennent naissance au XVIIIème, au XIXème siècle ; que ce soit les transports, que ça soit le logement, que ça soit les limites de Paris, toutes ces problématiques contemporaines trouvent leur source avec, c'est vrai, une histoire très chaotique, une histoire politique évidemment et l'annexion de 1860 est évidemment un problème politique.

ALAIN BEDOUET

Je lis quelques courriels. Christiane, Villeneuve-Saint-Georges, pratiquement pour les deux problèmes qui me paraissent prioritaires : le logement, les transports, qu'apporterait éventuellement un rapprochement ou une fusion entre Paris et ces départements qu'on appelle La Petite Couronne : Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne ? Et puis deux témoignages rapides, parce que vraiment c'est ainsi que les gens le vivent. Claude, ça vient de Paris dans le XVIIème : « le fait est qu'une bonne partie des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne sont limitrophes et que la capitale a inévitablement vocation à s'étendre. Me permettez-vous de faire remarquer que c'est déjà ce qui se passe pour le logement. Les prix sont si chers qu'une partie de mes élèves du XVIIème – entre parenthèses, je suis enseignante – partent au-delà de la Seine vers Asnières, Courbevoie, Puteaux, Suresnes, sans parler de Clichy ou même Levallois pourtant déjà très chers. Et puis Laurent, alors lui c'est du Val-de-Marne. « La crise du logement en Ile de France est criante, même un couple avec deux revenus moyens commence à avoir du mal à se loger. Une redécoupage ne permettrait-il pas de dégager des moyens nouveaux pour enfin construire, construire... construire, mais pour des

sommes acceptables. Vous vous, vraiment ce sont quelques-uns, à droite comme à gauche, mais enfin ces millions de franciliens qui parlent de leurs problèmes de transport ou de logement. Qui veut commencer ... Monsieur DALLIER et ensuite Monsieur BERSON.

PHILIPPE DALLIER

Pour répondre très concrètement, je propose que le Grand Paris se dote d'un plan de développement pour le logement. Et que ce plan soit ensuite négocié avec chacune des communes et que ce plan du Grand Paris soit prescripteur pour les communes, c'est-à-dire qu'on définisse comme une part commune, le nombre de logements qu'il faudrait créer dans chacune des catégories : logement social, logement intermédiaire, accession à la propriété. Que le maire... les maires puissent conserver le permis de construire... de la délivrance qu'permis de construire, mais il faut que les deux documents, le Plan d'Occupation des Sols ou Plan Local d'Urbanisme de la Ville soit compatible avec le Plan du Grand Paris, et que celui-là soit prescripteur. Ca c'est une quasi révolution en matière de logement. Et ce n'est pas dans la proposition de la région de créer un syndicat du logement en Ile de France, qu'on va être plus efficace qu'aujourd'hui. Parce que la problématique du logement en Seine Saint-Denis et le problème de la mixité sociale en Seine-Saint-Denis ce n'est pas le même que dans le 92, ce n'est pas le même qu'à Auvers-Saint-Georges, que je connais bien par ailleurs. Donc ça n'est pas la même chose. Donc il faut des outils institutionnels différents en fonction des territoires. Et donc tout ne peut pas être remonté à la région, la région il faut qu'elle traite ces problèmes, mais le logement ça doit être traité sur le Grand Paris.

ALAIN BEDOUET

Michel BERSON ?

MICHEL BERSON

Le problème de la mixité sociale dans les quartiers en Seine-Saint-Denis sont très différents de ceux que je rencontre dans mon département, l'Essonne, à Grigny ou à Evry, ou à Massy. C'est exactement la même problématique. Ce sont bien souvent des parisiens qui viennent habiter ces cités et on a un problème de maîtrise du foncier. C'est la raison pour laquelle, avec Jean-Paul HUCHON nous avons créé un établissement public foncier d'Ile de France.

PHILIPPE DALLIER

Mais ça ne marche pas.

MICHEL BERSON

Ca ne marche pas...

PHILIPPE DALLIER

Ben non !

MICHEL BERSON

Pourquoi ça ne marche pas ; parce que les trois départements à l'époque de droite....

PHILIPPE DALLIER

Et voilà... et voilà... !

MICHEL BERSON

... à l'époque de droite, maintenant il n'y en a plus que deux puisque le Val-d'Oise est passé à gauche, ont refusé de participer à une œuvre commune.

INTERVENANT

Voilà pourquoi il faut un Grand Paris avec des élus, élus par le peuple et le peuple choisira.

INTERVENANT

Ca a marché dans les années 20...

INTERVENANT

Ca a marché dans les années 20...

INTERVENANT

Maire de Suresnes...

INTERVENANT

Des cités jardins tout autour de Paris. Pour la première fois il y avait eu une action...

INTERVENANT

1920...

INTERVENANT

Une action régionale entre 1920 et 1935.

INTERVENANT

Ce qui est intéressant c'est que quand on reprend les débats...

INTERVENANT

Il faut mutualiser... il faut mutualiser...

INTERVENANT

Oui mais sur le bon périmètre...

MICHEL BERSON

... mutualiser à l'échelle... il faut mutualiser à l'échelle de l'Ile de France. Pourquoi répartir les richesses uniquement entre les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis ? Pourquoi ? Pourquoi ! 80% de la taxe professionnelle vient de Paris et des Hauts-de-Seine. Il faut que les grands équipements qui sont nécessaires à l'ensemble de la Région Ile de France... je parlais tout à l'heure de la liaison rapide entre Evry et Massy, il faut que ça soit financé par de la redistribution fiscale.

PHILIPPE DALLIER

Mais là on est d'accord là-dessus. Mais attendez...

INTERVENANT

Pas si on crée une institution concentrée au cœur de l'agglomération.

PHILIPPE DALLIER

Mais si ! mais excusez-moi vous avez mal lu mon rapport. On est d'accord là-dessus. Quand je parle de mutualiser les budgets des départements, je parle d'abord d'une péréquation sur le financement des politiques sociales. J'ai dit clairement dans mon rapport...

MICHEL BERSON

Les trois départements de la Petite Couronne.

PHILIPPE DALLIER

Aider Paris, pour la politique sociale mais pour ce qui est du financement des grands investissements, bien sûr que l'Etat devra y contribuer et bien sûr

qu'on devra mettre en matière de transports un système de péréquation entre ce Grand Paris et la Grande Couronne.

MICHEL BERSON

Mais l'Etat se retire. Il est en retrait sur tous les grands investissements.

PHILIPPE DALLIER

Alors, est-ce que c'est une raison pour ne rien faire ?

MICHEL BERSON

Et les départements sont obligés de se substituer à l'Etat...

ALAIN BEDOUET

Vous suivez le débat, n'oublions pas les auditeurs, les auditrices au standard. Marc, où êtes-vous Marc. Vous êtes à Marseille, bonsoir, bienvenue.

MARC, AUDITEUR

Bonsoir. Evidemment je vois cela d'un petit peu loin mais j'ai le souvenir quand même que le département de la Seine avait été réduit pour créer les 91 – 92 – 94 etc... et j'ai le sentiment aujourd'hui qu'on fait le même mouvement mais en sens inverse, avec des arguments qui soit dit en passant ne me paraissent pas très différents de ceux que j'avais entendus à l'époque.

ALAIN BEDOUET

Réponse de Philippe DALLIER et...

PHILIPPE DALLIER

C'est tout à fait exact et d'ailleurs ce qui est intéressant c'est de relire les débats de l'époque en 1960. Toute la SFIO – excusez-moi Monsieur le président du Conseil général – toute la SFIO était défavorable à la constitution des départements, à la méthode DELOUVRIER, en disant : on va perdre en cohérence, on va perdre en péréquation. Eh bien c'est ce qui s'est passé, ils avaient raison. Donc je veux dire... et c'est moi qui vous le dit, un sénateur UMP aujourd'hui. Donc il faut remettre de la cohérence sur le territoire et encore une fois je peux comprendre l'inquiétude de la Grande Couronne, je comprends l'inquiétude de la province qui pourrait voir se constituer cette collectivité locale puissante. Mais c'est comme ça que ça se passe partout dans le monde, ce qui n'est pas une raison en soi, mais c'est parce qu'il faut gouverner la métropole et mutualiser la richesse pour financer les politiques publiques. Et il ne faut pas que ce Grand Paris tourne le dos – et je l'ai écrit tel que dans mon rapport – notamment en matière de transports. Mais encore une fois, quand on regarde la richesse de la Seine-Saint-Denis par rapport aux Hauts-de-Seine, écoutez, l'écart est flagrant. Mais ne me dites pas que le 78 est un département pauvre. Ne me dites pas que le 77 est un département pauvre. Il y a des zones plus difficiles effectivement dans le 91 et le 95. Mais globalement les situations ne sont pas les mêmes. Donc oui à la péréquation avec la Grande Couronne, mais je veux cette mutualisation des moyens dans le cœur de l'agglomération ; c'est fondamental pour l'avenir de ce territoire.

ALAIN BEDOUET

Michel BERSON.

MICHEL BERSON

S'il y a une mutualisation dans le cœur de l'agglomération, il n'y a aura pas de mutualisation à l'échelle de la métropole francilienne. Ça j'en suis convaincu. Et lorsque vous dites : comparons ce qui se passe, comparons avec d'autres grandes métropoles, qu'il s'agisse de Milan, de Madrid, de Londres, de

Berlin, je m'aperçois qu'il y a conflit. Entre Milan et sa région, il y a conflit. Entre Berlin et son land il y a conflit. Entre Londres et je dirais son environnement... n'allons pas vers la création de conflits en créant de nouvelles institutions parce que la péréquation se fera à l'intérieur effectivement de ce que vous appelez le Grand Paris qui moi, je pense, est le Petit Grand Paris ; alors qu'il faut concevoir une mutualisation, une solidarité financière à l'échelle de la métropole.

ALAIN BEDOUET

Sur les voisins européens, Monsieur DALLIER.

PHILIPPE DALLIER

Milan, je ne retiens absolument pas ces exemples, je partage... de toute façon il n'y a pas de vraies métropoles à Milan, donc c'est un mauvais exemple. Il y a un problème à Madrid effectivement entre la ville et la communauté mais c'est un état fédéral, c'est autre chose. A Londres, je suis désolé, Ken LEWISTON qui est élu au suffrage universel direct, il a une légitimité, c'est le pilote dans l'avion, c'est le patron et ce sont les gens qui décident de la politique. Je veux la même chose ici. Je ne dis pas que le modèle londonien est bon mais en tous les cas il y a une vraie collectivité sur un bon périmètre et les grands arrondissements anglais effectivement, ils ont plus d'autonomie que les arrondissements parisiens et le maire de Londres a une vraie légitimité et à Berlin, je suis désolé, il n'y a pas une opposition radicale entre le Land et le...j'en viens de Berlin, je peux vous assurer que ça ne fonctionne pas si mal que ça. Le seul problème de Berlin c'est que c'est une ville pauvre parce qu'il n'y a pas d'entreprise.

ALAIN BEDOUET

Michèle vous êtes à Malakoff, bonsoir, on vous écoute.

MICHELE

Oui, je voudrais poser une question toute bête, quelle différence existe-t-il entre le Grand Paris qu'on envisagerait et l'Ile de France actuelle ? Et une question subsidiaire : quid des communes qui sont quand même la base de la démocratie en France.

ALAIN BEDOUET

Là encore réponse croisée de Philippe DALLIER – Michel BERSON et s'il le souhaite, l'historien qui est avec nous Simon TEXIER.

PHILIPPE DALLIER

Moi je propose de créer le Grand Paris en s'appuyant sur les communes comme l'échelon de proximité parce que, en première couronne ce sont les communes qui délivrent les services de proximité. Je parlais du suivi des érémites, de l'Apa, etc. les compétences départementales sont en fait assurées par les communes ; on s'appuie sur elles. En Grande Couronne c'est différent, l'intercommunalité a son rôle à jouer. Donc on s'appuie sur les communes. Maintenant la différence entre le Grand Paris et la région c'est que la région fait douze millions d'habitants, le Grand Paris en ferait six, six et demi ou sept. Et donc le Grand Paris c'est la zone dense, la métropole, alors que la région c'est beaucoup plus large que ça et moi je propose même quand on recoupera l'ensemble des régions, mais plus tard, d'agrandir un peu la région Ile de France parce que, effectivement, elle est un peu trop courte à certains endroits.

ALAIN BEDOUET

Michel BERSON ?

MICHEL BERSON

La région Ile de France ce n'est pas être réduit, le Grand Paris non plus à cinq ou six millions d'habitants. Les villes nouvelles, les nouvelles agglomérations qui sont en train de naître et de se développer, les territoires les plus dynamiques en Ile de France, ils sont dans la Grande Couronne. Ils sont dans la Grande Couronne. Bon.

PHILIPPE DALLIER

Ce n'est pas un problème en soi...

MICHEL BERSON

Mais si c'est un problème en soi parce que, je crois qu'il faut raisonner en terme de projets, de projets de territoires ; en terme de problématiques, de moyens financiers pour réaliser des équipements ; pour faire de l'aménagement et non pas de créer de nouvelles institutions ou comme vous dites, de s'appuyer sur les communes alors qu'aujourd'hui ce ne sont plus les communes qui sont les territoires pertinents.

PHILIPPE DALLIER

Première couronne, si.

MICHEL BERSON

Ce sont les agglomérations.

PHILIPPE DALLIER

Mais pas en première couronne...

MICHEL BERSON

Ce sont les agglomérations.

PHILIPPE DALLIER

Non, pas en première couronne... mais non...

MICHEL BERSON

Ce sont elles qui créent de la richesse aujourd'hui...

PHILIPPE DALLIER

Mais pas en première couronne. Mais non, mais non pas en première couronne.

MICHEL BERSON

Et donc c'est avec elles qu'il faut construire cette nouvelle métropole francilienne et donc là, effectivement, on a deux approches qui sont différentes. Je pense que votre approche est réductrice et risque de nous faire perdre du temps parce que les questions qui sont posées sont effectivement de bonnes questions et de vraies questions auxquelles il faut aujourd'hui répondre comme on a répondu en 1964 / 65 ; c'est-à-dire à une époque où on avait les Trente Glorieuses, où on avait le...

INTERVENANT

Et où la décentralisation n'était pas passée par-là.

MICHEL BERSON

Oui. Il n'y avait pas de maire à Paris...

ALAIN BEDOUET

Simon TEXIER vous êtes historien, vous êtes aussi spécialiste de l'urbanisme. Je l'ai dit. Quelle est votre vision à vous parce que j'ai votre livre, remarquable, sous les yeux, une très, très belle photo de Paris, c'est pris d'au-delà de la Défense. Et vous parlez bien d'une... après... depuis HAUSSMANN d'une capitale à l'ère des métropoles. D'autres disent des mégapoles, des mégalo-poles, je ne sais pas. A votre avis, c'est quand même le sens de l'histoire, si je puis dire...

SIMON TEXIER

Le sens de l'histoire, effectivement, ça serait que Paris s'ouvre, ça paraît inéluctable et le sous-titre de cet ouvrage c'était fait pour signifier cette différence. Parce qu'il y a fondamentalement une différence et une spécificité de Paris. Ça s'est historique, on ne peut pas le nier. Maintenant reste à trouver les moyens, alors moi je n'ai pas de position arrêtée sur la forme, sur les contours qu'il faut donner à ce Grand Paris, en tout cas je pense que sur la question des communes, sur la question des transports, il y a aussi la question de la forme que doit prendre ce nouveau territoire. Il y a, il me semble, un domaine qui est l'espace public. L'espace public c'est la rue, ce n'est pas seulement les grandes avenues et les autoroutes. C'est l'espace public, je pense que si Paris arrive à le partager avec au moins ces communes limitrophes, on commencera à dessiner un sentiment d'appartenance à une communauté de communes ; à une communauté de destins.

ALAIN BEDOUET

Plusieurs internautes qui vous remercient tous les deux, même si le débat est vif, qui se disent intéressés, demandent quelle pourra être la suite des choses ? C'est Bruno à Paris, Patrice à Villemomble. Maxime à Neuilly Plaisance. Alors j'ai dit rapidement tout à l'heure que tout récemment Monsieur BLANC est devenu donc secrétaire d'Etat à la région capitale mais qu'est-ce qui va se passer demandent tous ces internautes, dans les une ou deux années qui viennent ? En principe un débat est ouvert, Monsieur DALLIER ?

PHILIPPE DALLIER

Oui, le débat va s'ouvrir. Je crois que les rapports...

ALAIN BEDOUET

Avec Monsieur HUCHON, Monsieur KAROUTCHI... enfin tout un chacun qui aura son mot à dire, bien sûr.

PHILIPPE DALLIER

Le débat va s'ouvrir, mais moi je souhaite que nous allions relativement vite. C'est-à-dire que pendant une année nous allons débattre ; il faut que tous les élus locaux s'y mettent et puis après il faut arrêter une décision. Parce que, ce qu'il faut c'est décider. Des syndicats mixtes pour discuter, des syndicats mixtes d'études et de programmation comme le propose la région il y en a plein les tiroirs. Il faut prendre des décisions pour redonner du dynamisme à cette région et au cœur de l'agglo et encore une fois, ce Grand Paris pour moi ne tourne pas le dos au reste de l'Île de France ; il travaillera en partenariat avec l'Île de France mais c'est vraiment sa création qui va redonner de l'élan à cette région.

ALAIN BEDOUET

Sur le débat, sur le calendrier, Michel BERSON, président du conseil général de l'Essonne.

MICHEL BERSON

Le débat est ouvert, il doit se poursuivre avec tous les acteurs, l'Etat, la région, les départements, les agglomérations, la Ville de Paris et j'espère que rien ne sera imposé. Car si on veut imposer quelque chose, ça ne fonctionnera pas. On n'est plus à l'époque où l'Etat pouvait imposer quelque chose aux collectivités territoriales. On n'est plus à cette époque-là. Il faut donc que le débat se nourrisse des points de vue des uns et des autres et vous l'avez très justement fait remarquer, aussi bien à gauche qu'à droite, les avis sont divers. Et je pense que ceux et celles qui aujourd'hui posent le problème en termes de gouvernance, d'outils de gouvernance, de contours, de frontières, se trompent. Je pense que, aujourd'hui, c'est en terme de dynamique territoriale, c'est en terme de projet, de politique, de problématique : le logement, les transports, la recherche, l'emploi, c'est en posant ces problèmes et à l'échelle de l'ensemble de la métropole que l'on apportera les solutions les plus pertinentes. Il y a là deux approches. Tout à l'heure vous faisiez un peu d'humour sur les syndicats mixtes ouverts... des syndicats d'études et de programmation...

INTERVENANT

C'est le rapport PLANCHOU qui propose ça... un syndicat mixte d'études et de programmation... Ecoutez il y a... il y a tout ce qu'on veut...

INTERVENANT

Non mais il y a le STIF...

INTERVENANT

Tout existe...

INTERVENANT

Il y a le STIF, il y a le STIF... tout existe...

INTERVENANT

Mais tout existe ! non, non, le STIF est un outil qui peut être amélioré...

INTERVENANT

Ca, c'est sûr !

ALAIN BEDOUET

Rappelons qu'il s'agit du Syndicat des Transports d'Ile de France...

INTERVENANT

Et qui a surtout, je dirais, un handicap terrible, c'est le manque de puissance financière.

INTERVENANT

Ca, on est d'accord.

INTERVENANT

C'est un manque de puissance financière. Mais on peut très bien imaginer sur une structure à peu près comparable pour le logement...

INTERVENANT

Mais non, ça sera inefficace...

INTERVENANT

... pour le...

INTERVENANT

Pour le logement c'est impossible, c'est absolument impossible.

ALAIN BEDOUET

Merci à tous les trois. Bonsoir à tous. On aura bien évidemment l'occasion d'ouvrir à nouveau ce débat sur le Grand Paris. Bonsoir. FIN**